

**Vive le marxisme-léninisme-maoïsme !**  
**Vive la Guerre Populaire !**

---

## **GAUCHE PROLETARIENNE**

### **Déclaration d'Alain Geismar à son procès**

Octobre 1970

Le 27 mai la bourgeoisie a par deux fois provoqué les masses populaires, elle a prétendu juger les directeurs de la « Cause du Peuple », elle a prononcé la dissolution de la Gauche Prolétarienne.

Face à cette double provocation la riposte a été violente et de masse.

Pendant deux jours, des milliers de jeunes ont affronté les hordes policières en plein cœur du dispositif de bouclage. C'est la première fois depuis Mai 1968 qu'un affrontement d'une telle ampleur s'est produit.

Les jeunes qui se sont battus ne l'ont pas fait pour n'importe quelle liberté, de n'importe quelle presse ; pas non plus pour soutenir n'importe quel mouvement.

Ils se sont battus parce qu'attaquer les maoïstes, en 1970, c'est attaquer le peuple.

C'est autour des maoïstes, à leur appel, que se sont produits les affrontements ; les appels des maoïstes correspondaient à la volonté de lutte des masses.

Si je suis jugé aujourd'hui, c'est parce que je suis celui qui, depuis Mai 1968, représente cette volonté de lutte.

Ce n'est pas Alain Geismar que vous jugez, c'est le dirigeant de la Gauche Prolétarienne.

Pourquoi le maoïsme d'aujourd'hui représente-t-il à ce point les aspirations des masses que le Gouvernement cherche à abattre sa direction, c'est cela que j'en tend vous expliquer.

Je vais vous dire ce que nous voulons, quel est notre programme et vous saurez ainsi pourquoi vous me condamnez.

Des millions de Français, la majorité du pays, sont condamnés à mort sous la loi implacable du profit par 15 000 criminels, 15 000 administrateurs de société.

La France aujourd'hui, ce n'est pas la nouvelle société que nous décrivent les nantis, c'est la France du chômage, de la misère, de l'esclavage ; c'est aussi la France de la révolte au coeur des villes bourgeoises, lieux de débauche et magasins de luxe qui se disputent les places au soleil ; mais le tiers monde commence en banlieue.

Vous comptez vos profits ; mais au profond des cités ouvrières, les travailleurs comptent leurs mutilés du travail, 2000 morts, 110000 incapacités définitives par an ; vous appelez cela des accidents, nous nous disons : assassinats légaux.

Qu'importé pour vous qu'un ouvrier meure parce que vous vous foutez des mesures de sécurité ; tout le monde sait bien qu'un

ouvrier mort, cela ne coûte pas cher au patron.

Dans vos journaux s'étalent des publicités pour des appartements de luxe, mais des milliers de familles ne trouvent pas de logement parce qu'ils sont hors de prix, mais des milliers de travailleurs, brisés de fatigue par l'usine, sont parqués comme du bétail dans des cités dortoirs, clapiers ou taudis, mais trois millions de travailleurs émigrés s'entassent dans des bidonvilles, dans la boue et le froid, sans chauffage, sans eau et sans électricité, où les rats s'attaquent en plein jour aux enfants.

Vous vous empiffrez chez Fauchon alors que dans les banlieues de la misère des millions de travailleurs se demandent chaque mois comment nourrir leurs familles avec moins de 800F, des vieillards se suicident ou meurent de faim parce qu'il n'est pas possible de vivre avec les 150 ou 200 F par mois qu'octroient les biens-nourris du capital à trois millions de vieillards pendant que partent en fumée les milliards de la Villette.

« Marche ou crève », c'est la loi des riches contre les pauvres : nourris Dassault, ou Rothschild avec ta sueur et avec ton sang et quand tu n'en pourras plus, on te jettera au rebut.

Ouvrier : la belle voiture que tu montes n'est pas pour toi ; toi tu as droit, après dix heures de travail, à deux heures de transport debout, dans la sueur et la poussière, deux heures de transport que tu paieras au prix fort, une heure trente de boulot pour le prix d'un carnet de métro.

Les bourgeois couvrent les murs d'affiches pour les vacances, Courchevel en hiver, la Grèce au mois d'avril, mais dans la France du fric, le soleil lui-même ne brille pas pour tout le monde : plus de la moitié des Français ne partent en vacances, et ceux qui, à

force de travail et d'économie arrivent à partir, ils auront droit aux plages bétailières, aux rivières polluées, le reste c'est pour les riches, propriété privée !

Ouvrier quand tu travailles, ouvrier quand tu te déplaces, ouvrier quand tu te loges, quand tu te reposes.

A Sochaux 30000 ouvriers travaillent chez Peugeot, achètent chez Peugeot, habitent chez Peugeot ; l'exploitation couvre tous les aspects de la vie des masses, le maître est partout.

Pour tenter de maintenir les pauvres sous votre dictature, vous avez mis sur pied un formidable appareil de répression : interdiction de discuter, de penser, de s'exprimer, de se révolter; dictature dans l'usine par l'ingénieur et le petit chef flic ; dictature dans la rue ; ils arrêtent qui ils veulent parce qu'il a les cheveux longs, parce qu'il a l'air d'un gauchiste ou d'un travailleur émigré.

« Il criait liberté pour le peuple, alors j'ai sorti ma matraque » a avoué un flic au Tribunal de Versailles. Et quand des jeunes vont à un bal à Saint-Etienne du Rouvray, ils n'ont droit qu'à se faire arrêter et matraquer.

Dictature à l'armée, que vous essayez de transformer en réserve de briseurs de grève et de futurs assassins du peuple.

La dictature c'est aussi les lois faites par les riches pour profiter des pauvres, c'est la justice au service du pouvoir, c'est la prison où l'on parque les laissés pour compte de la société capitaliste et ceux qui se révoltent.

La dictature c'est aussi la soi-disant information, parce que l'information aujourd'hui c'est Dassault, c'est Boussac, Marcellin pour l'O.R.T.F., Del Duca pour la presse du cœur.

Le matraquage par la presse, la radio, la télévision, la publicité, le cinéma, pour modeler les crânes à coup de « Elle » et de « Marie-Claire », de « Nous Deux », d' «Intimité », l'oppression organisée de la femme pour la faire pleurer sur Farah Diba, lui faire oublier qu'elle n'est qu'un être humain de second ordre, pour en faire un objet de désir, une machine à faire des enfants pour réalimenter les usines, condamnés à travailler pendant la journée, en plus, à torcher les mômes, faire le ménage et la cuisine.

Qu'un journal apparaisse qui dit la vérité sur les masses, qui exprime leurs aspirations : on arrête les directeurs, on essaie par tous les moyens de l'étouffer.

L'information aujourd'hui, c'est la France du fric qui impose le silence à la France des pauvres.

La dictature c'est encore la dictature du savoir et des spécialistes, c'est l'école coupée de la vie où l'on apprend aux opprimés que le savoir est dans les livres et à l'Université, et que ce n'est pas pour eux.

C'est l'Université où l'on n'apprend rien, mais où l'on forme des chiens de garde de la bourgeoisie, c'est la voix unanime des soi-disant spécialistes, ingénieurs, politiciens, économistes, révisionnistes qui clament : tu ne sais rien, tu n'as droit à rien, travaille, tais-toi, on pense pour toi.

Regardez le mineur silicose étouffer à chaque pas, le travailleur à la chaîne sortir brisé de son usine, l'ouvrière du textile ou de la chimie, le visage et les mains rongés par les colorants et les acides, les poumons détruits, regardez les noirs qui crèvent de tuberculose à décharger vos ordures, regardez les bien, ils vont vous décharger leur fusil dans le ventre car ils n'ont que faire de vos larmes, de vos

bons sentiments ; ils ne demandent pas qu'on les plaigne, ils se battent pour que ça change, leurs amis sont ceux qui les aident à se battre, leurs ennemis, ceux qui les maintiennent en esclavage ; et la révolte dit : « Vie chère, vie d'esclave, assez ! ».

L'exploitation des travailleurs se heurte à leur résistance car elle n'est pas séparable de l'oppression qu'ils imposent.

Une lutte est pleine et victorieuse quand elle parvient à diminuer l'exploitation, à garantir des avantages concrets et matériels (amélioration des salaires, conditions de travail), dans le même temps qu'elle affaiblit l'appareil d'oppression.

Une grève n'est pas pleinement victorieuse seulement parce qu'on a arraché 10 % d'augmentation, la question est de savoir si le pouvoir du patron en ressort affaibli, s'il pourra ou non relever la tête, si les travailleurs sont mieux armés pour entamer de nouvelles luttes ou bien au contraire s'ils sont désarmés et contraints à accepter que ce qu'ils viennent d'obtenir leur soit repris immédiatement.

Cela les travailleurs et autour d'eux de larges groupes de notre peuple l'ont compris ; il suffit pour s'en convaincre d'ouvrir les yeux sur les luttes qui déferlent depuis deux ans.

Dans les usines rayonnent les initiatives ouvrières ; les plans gouvernementaux sont bousculés, parfois balayés ; les sabotages de la production et des cadences s'étendent massivement ; les séquestrations de patron ne se comptent plus ; les luttes pour faire payer aux petits despotes leurs exactions sont la règle.

Sont entraînés dans cette voie nouvelle les petits commerçants contestataires qui occupent la rue, s'en prennent aux grandes surfaces et aux perceptions.

Les actions de partisans des paysans font trembler les cumulards et les notables ; c'est la levée en masse contre la liquidation des petits par les gros, voulue et orchestrée par le Gouvernement.

Dans la marine naissent des grèves, dans les casernes la bourgeoisie parvient difficilement à transformer les soldats en briseurs de grève et en futurs assassins du peuple, et jusque dans les prisons et dans les centres de redressement, gronde la révolte et se prépare la mutinerie.

Quant au mouvement de la jeunesse il a retrempé sa vigueur à Nanterre en mars, à Grenoble en avril, le 27 mai à Paris ; plus de 50 actions victorieuses lui ont fait gagner la bataille de l'été chaud.

C'est Mai 1968 qui a permis d'ouvrir cette voie en même temps que les masses découvraient l'état de putréfaction du syndicalisme actuel, car jusqu'en Mai 1968, pour changer le vieux monde insupportable et en construire un nouveau à son image, notre peuple ne disposait que du syndicalisme et de son prolongement, le Parti Communiste Français.

Certes, des militants pouvaient être conscients du blocage systématique des luttes, de la faiblesse, de l'impuissance des méthodes de combat ; mais aussi longtemps qu'une autre voie n'était pas tracée, ils ne pouvaient que suivre en critiquant ou déchirer en pleurant leurs cartes confédérales en attendant que cela change.

1936, 1945, 1968, à chaque fois de formidables explosions populaires, des conquêtes sans précédent.

En 1944, les fusils aux mains du peuple les garantissent' à chaque fois ; le syndicalisme qui prétend garantir, élargir les conquêtes, les laisse s'effriter.

A cela, une seule raison : le syndicalisme ne résout pas la question du pouvoir, et qui n'a pas le pouvoir, n'a rien.

Le syndicalisme a remplacé à la Libération les comités patriotiques de production, inventés par les masses pour diriger les usines, par des comités d'entreprise ; la réduction des heures de travail n'a pas pu empêcher l'accélération des cadences infernales.

La sécurité sociale n'est plus qu'une gigantesque machine bureaucratique aux mains des patrons.

Le syndicalisme n'apporte même plus de réponse à l'aspiration profonde d'unité des masses, il isole et cloisonne : il existe un syndicat à l'usine, une sorte de syndicat pour le logement, une sorte de syndicat pour les étudiants, un autre pour les paysans.

D'excellents cadres ouvriers, dévoués aux masses sont devenus prisonniers de cet engrenage sans fin et à la longue ils ne sont plus imprégnés du besoin des masses mais des exigences du patron.

Seule la lutte pour le pouvoir permet de maintenir les conquêtes, or l'état d'esprit syndicaliste, l'idéologie de gestion, dresse une barrière contre la volonté de lutte ininterrompue.

Mai 1968 a permis aux masses de forcer cette barrière.

Ce n'est plus aujourd'hui le syndicalisme ou rien, car pendant que ces Messieurs négociaient avec les patrons et restauraient à Grenelle leur autorité bafouée, à Flins et à Sochaux, en affrontant les C.R.S. dans une véritable bataille, le prolétariat a rouvert la voie de la prise du pouvoir, la voie de la résistance, la voie de la contestation prolétarienne.

La voie de la contestation née à Flins et à Sochaux, nous ne l'avons pas inventée ; ce n'est pas nous qui séquestrons les patrons,



qui occupons les usines et les perceptions, qui labourons les champs des cumulards, qui expulsions les Zamansky, ce sont les masses populaires ; nous ne faisons que systématiser leur expérience qui permet à tous d'apprendre comment les luttes victorieuses sont menées ailleurs.

Ce que nous apportons, nous maoïstes, aux masses, ce sont les mots d'ordre justes, qu'elles-mêmes produisent dans leur lutte.

C'est la gigantesque révolte des masses de Mai 1968 qui a ouvert cette voie ; la résistance des ouvriers de Flins et de Sochaux a été la première porte enfoncée dans la muraille syndicaliste.

En enfonçant ces portes, en abattant les murs de l'usine, en mettant à nu l'oppression, les masses ouvrières ont aussi fourni aux assauts de la jeunesse intellectuelle contre l'autorité académique, sa véritable dimension.

En promenant le directeur des usines avec une pancarte au cou : « Je n'ai pas honte de payer un ouvrier 600F par mois », ou en ridiculisant un contremaître, les ouvriers ont brisé le respect dû jusqu'alors au soi-disant savoir qui justifiait les fonctions des cadres.

La lutte des étudiants n'a pas seulement démontré, en osant affronter l'ennemi de classe, que l'on pouvait vaincre ; en dénonçant la nature de l'enseignement bourgeois, elle a montré aux ouvriers qu'ils n'étaient pas les seuls à penser, en voyant leurs ingénieurs et leurs patrons, que l'Université sort de sinistres couillons myopes et trouillards, coupés de la réalité de la vie.

Cette lutte a permis aussi à de nombreux intellectuels de se lier aux masses et, tel Jean-Paul Sartre, de se mettre au service de la révolution.

Une formidable illusion s'est effondrée comme un château de cartes et la véritable nature de la division entre le travail manuel et intellectuel a été révélée, il est apparu que ce n'est pas un ordre naturel des choses, mais une mystification voulue par la bourgeoisie pour exploiter à son aise la force de travail des prolétaires.

L'ingénieur ne gagne pas plus d'argent parce qu'il sait plus de choses, mais parce qu'il exerce une fonction de commandement et d'oppression.

Qu'importe qu'il soit incapable de faire le travail qu'il impose à l'ouvrier pourvu que ce travail soit fait ; qu'importe le gaspillage et l'épuisement du travailleur pourvu qu'il produise.

Mais à travers la contestation prolétarienne qui s'étend, les travailleurs ont vu que la véritable question n'est pas qui a le savoir, mais bien qui dirige.

La véritable question n'est pas d'envoyer le prolétaire à l'Université pour lui faire subir un lavage de cerveau, mais de détruire le système universitaire et despotique en usine, pour briser la division du travail, pour que la classe ouvrière puisse exercer sa direction en tout.

La révolte de Mai-Juin 1968 a permis une augmentation substantielle des salaires et en particulier du S.M.I.G., et pourtant à la reprise du travail, le sentiment profond des masses n'était pas celui d'une victoire mais bien celui d'une défaite, car l'ampleur et la force de soulèvement populaire avaient fait naître l'espoir d'un changement total.

De fait, en quelques mois, tout a été repris aux masses, dévaluation et hausse des prix se sont combinées avec une augmentation des

cadences infernales.

Une fois encore, comme après 1936 et 1945, les masses ont pu vérifier dans la vie que qui n'a pas le pouvoir n'a rien, qui détient le pouvoir peut tout.

Les luttes d'après Mai s'attaquent directement à l'oppression capitaliste et, comme la liberté ne se négocie pas mais se conquiert, les tripatouillages syndicaux ont peu de prise.

Ces luttes contre l'oppression menacent directement le pouvoir patronal dans l'usine, le pouvoir d'Etat dans la rue.

C'est sur ce terrain que la loi des pauvres se fait respecter contre la loi des riches. Il ne faut pas voir là simplement un appel vers la lutte armée, mais aussi la préfiguration de la lutte du pouvoir rouge contre le pouvoir blanc.

La loi actuelle est celle du patron. Qui veut véritablement s'en prendre à lui, ne respecte pas sa loi ; qui respecte sa loi se retrouve à genoux devant le pouvoir bourgeois.

Dans le même coup, la bourgeoisie renforce son arsenal de lois d'exception.

Elle place ainsi, de fait, le peuple hors la loi, hors du carcan dans lequel l'insérait le légalisme du Parti Communiste et de la C.G.T.

Les objectifs de lutte des masses populaires sont clairs ; pour obtenir l'augmentation générale non hiérarchisée des salaires, il n'y a qu'une méthode, celle des ouvriers de Citroën : « A mauvaise paie, mauvais travail ».

Que sont les salaires quand les prix ne cessent d'augmenter ?

Contre la hausse des prix, le peuple lutte ; il forme dans les cités

des comités de vigilance qui ne craignent pas de frapper directement les responsables de la vie chère.

Contre l'impôt écrasant, nous ne disons pas : « Il faut imposer plus le capitaliste, car on n'impose vraiment le capitaliste que quand on lui met le couteau sur la gorge » ; nous disons : « Il faut lever des impôts sur le capital, récupérer des biens de Fauchon pour les distribuer dans les banlieues ».

Par contre nous pouvons et nous devons arracher qu'il n'y ait plus d'impôt pour les travailleurs retraités, qu'il n'y ait plus d'impôt pour les veuves des travailleurs.

Pour dénoncer les feuilles d'impôt plus lourdes, notre peuple saura frapper au cœur, dans les perceptions.

Contre la hausse des transports, les travailleurs de Billancourt ont frayé la voie pendant deux mois, ils ont imposé la gratuité du métro.

Dans nos logements, ce sera la résistance à la hausse et à l'expulsion, la grève des loyers, comme à Nancy en 1969, mais aussi la réquisition des immenses immeubles des rupins pour régler le relogement des bidonvilles, comme celui d'Argenteuil, ou des foyers prisons, comme celui d'Ivry.

Nos conditions de travail, nous saurons aussi les imposer nous-mêmes, les cadences cela se brise, les chefs ça se mate, et contre les assassins d'ouvriers, notre peuple saura créer son Tribunal populaire pour juger, une Cour de Sûreté de la vie du travail où les dirigeants des houillères viendront s'expliquer pourquoi à Fougères ils ont envoyé à la mort, au fond, des mineurs, alors que depuis trois jours ils savaient qu'il y avait du grisou au fond.

Pour lutter contre le chômage, nous imposerons le retour aux 40 heures, le retour des licenciés dans l'usine, le remplacement des parasites, des gardiens, anciens gendarmes et des flics du Ministère de l'Intérieur par des sans travail.

Les gosses et les femmes des chômeurs sauront occuper les mairies et les préfectures, les travailleurs sauront s'attaquer aux responsables, comme l'a constaté le député U.D.R. lynché par la foule.

Pour s'opposer à la ruine, les petits commerçants et les paysans ont montré le chemin qu'ils entendaient poursuivre.

L'autobus rouge d'Orly qui a emmené les enfants de la Goutte d'Or à la mer pour la première fois, saura reprendre la route pour faire profiter des vacances les enfants des travailleurs.

Quant à l'Université, elle ne sera pas absente, les étudiants continuent de la détruire, pendant que les intellectuels commencent à trouver le chemin des usines et des campagnes pour créer, avec les masses, une nouvelle culture populaire.

Et partout, dans l'usine, dans la rue, dans les campagnes, dans les prisons, la lutte contre le terrorisme s'amplifiera, ne sera plus qu'un seul cri : résistance.

C'est dans la vie que la contestation populaire met en œuvre son programme d'action, qu'elle gagne du terrain, qu'elle se fraie la voie à grand coup de hache.

Pour autant nous ne faisons pas preuve de présomption ni de sectarisme ; plus nos succès sont importants, et plus grandes sont nos responsabilités, plus hargneux et plus dangereux nos ennemis.

La voie de la contestation ainsi ouverte, tous nos efforts tendent à

élargir et à unir tout ce qui peut être uni.

Être concrètement contre le syndicalisme et contre l'état d'esprit syndical, aujourd'hui, c'est savoir offrir une perspective à la masse des délégués honnêtes. Notre critique du syndicalisme, c'est la critique d'un noyau bourgeois au cœur de la classe ouvrière qui voudrait maintenir celle-ci sous la dépendance de la bourgeoisie.

Notre critique, c'est la recherche, dans l'action des masses, d'une pratique qui leur permette de conquérir leur autonomie.

Nous sommes contre le syndicalisme en France au lendemain de Mai 1968, cela ne veut pas dire que nous rejetons le syndicalisme en tout temps et en tout lieu.

Nous avons beaucoup à apprendre.

Le chemin de l'unité de la grande alliance, de la générosité prolétarienne, c'est celui de ce délégué cégétiste qui déclarait, en mai dernier, qu'il avait découvert avec l'intervention des maoïstes une voie nouvelle qui avait permis en quelques jours de libérer l'énergie des masses plus qu'en des années de pratique syndicale.

En ouvrant la voie de la résistance face à celle de la capitulation, nous ouvrons en même temps la voie de l'union face à celle de la division.

Tout ce qui apporte un gramme de bien-être aux masses, nous le prenons en charge, et ce par des méthodes de lutte qui libèrent les masses au lieu de les enchaîner; c'est ainsi que nous forçons l'unité des masses dans la voie de la résistance prolétarienne, dans la voie de la liberté.

Cette voie, nous ne l'inventons pas, elle s'impose aux travailleurs.

Les masses n'ont pas oublié comment, à la Libération, les ouvriers

en arme prirent le patron collabo chez Berliet, et établirent le premier comité patriotique de production ; comment cet exemple fut repris aux quatre coins de la France par ceux qui avaient libéré le pays ; comment les ouvriers montrèrent à cette occasion que non seulement ils étaient capables de produire, mais aussi de diriger la production.

Les masses savent aussi que cet avant goût de la France du peuple fut saboté et liquidé par l'action combinée des patrons et des révisionnistes du P.C.F. et de la C.G.T.

Les ouvriers armés dirigeant les usines furent remplacés par les discussions courtoises patrons-syndicats autour du tapis vert, des comités d'entreprise.

A chaque sursaut, les bons apôtres des directions révisionnistes et réformistes des syndicats avaient beau jeu de mouliner sans cesse : pas ici, pas vous, pas maintenant ; beau jeu de faire croire aux travailleurs réformés qu'ils étaient isolés.

Aucune force organisée, aucune perspective n'était tracée qui dessine une voie victorieuse, les travailleurs avaient le choix entre l'aventure et la capitulation.

Avec la montée de la force autonome construite par les maoïstes, la voie de la révolution s'ouvre, les travailleurs peuvent arracher par leurs propres efforts des victoires qui ne sont pas en contradiction avec leurs intérêts et construire pied à pied la force qui les mènent à la victoire.

Le parti de la résistance.

A travers les actions de violence des ouvriers, des paysans, des petits commerçants, des étudiants, se forge une nouvelle vision des

luttons et un nouvel espoir : une nouvelle image de la liberté qui se forge dans les nouvelles luttes pour la liberté.

Des mouvements succèdent aux mouvements.

D'ores et déjà, certaines luttes annoncent un véritable soulèvement populaire prolongé : autour des ouvriers de Vallourec, dans le Nord, qui ont séquestré leur patron, l'affrontement contre les C.R.S. a rassemblé commerçants, étudiants et enseignants.

Ailleurs le combat est sorti de l'usine pour gagner le camp retranché de la bourgeoisie, dans le parc thermal de Vittel.

Ce n'est pas un complot qui se prépare, qui serait appuyé sur quelques groupes armés ; ce sont les premiers soulèvements, ce sont les premières salves de la lutte armée de notre peuple contre l'opresseur.

C'est cela qui ébranle les classes dirigeantes et toutes perdent leur autorité.

Dès aujourd'hui, nous annonçons que nous sommes prêts à prendre la relève pour arracher ce pouvoir central d'Etat, sans lequel on n'a rien.

Nous savons qu'il ne suffit pas de la lutte violente actuelle, mais qu'il faudra la lutte armée prolongée qui naîtra des premiers soulèvements en armes.

Depuis la Commune de Paris, les révolutionnaires savent qu'une insurrection armée n'est pas toujours victorieuse, un échec se paie par un bain de sang.

Pour vaincre, le peuple n'accepte plus le face à face, l'affrontement sanglant.



Sa guerre, c'est la guerre prolongée, la guerre des partisans, la guerre du peuple de France.

On en avait déjà fait l'expérience pendant la lutte anti-nazie ; ils la redécouvrent aujourd'hui dans l'étape actuelle de la lutte violente sans armes, la lutte violente des partisans, la préparation populaire de la lutte armée.

De son côté, la bourgeoisie se prépare, elle fait faire à son armée des manœuvres et des exercices de lutte antisubversives, mais cette préparation même suscite une résistance.

Les ouvriers et les paysans qui constituent l'armée refusent d'être les mercenaires anti-populaires de la bourgeoisie.

Déjà, pour contraindre le contingent à briser la grève des éboueurs, il a fallu encadrer les unités par des C.R.S. et des gardes mobiles. Cela n'a pas suffi à empêcher les sabotages.

Du sein de l'armée de la bourgeoisie monte l'aspiration d'une armée au service du peuple, jusque dans la police où le malaise grandit.

Le « Figaro » a analysé depuis juillet ce malaise de la police, interviewant des flics, mettant en lumière le désarroi de ceux-ci qui, quand ils sont assis dans le métro, inspirent un tel dégoût que la place à côté d'eux reste vide.

Dès maintenant on se rend compte que même des magistrats s'interrogent sur le rôle qui leur est dévolu dans la répression de lutte des masses.

Certains méditent sans doute sur le fait qu'en avril 1941, un seul d'entre eux a osé refuser le serment à Philippe Pétain.

Nous n'entretenons aucune illusion d'imminence, la lutte sera

longue.

Quand le peuple prend les armes, et il n'en est pas encore là, il se trouve au départ dans une position de faiblesse militaire relative par rapport à la bourgeoisie, mais la loi de la guerre du peuple, c'est la transformation de cette faiblesse en force, c'est la construction d'un réseau de plus en plus serré de bases d'appui, de zones libérées, jusqu'à l'étape des combats qui conduit le drapeau de la liberté à flotter sur le pays tout entier.

Le drapeau du pouvoir populaire flottera et permettra de construire la France du peuple sur les ruines de la France du fric.

Le peuple se bat pour un monde nouveau, pour que naisse l'homme neuf qui seul peut le faire vivre, que seul il peut créer.

Aucun penseur, fût-il génial et révolutionnaire, ne découvrira aujourd'hui le mode de fonctionnement de la démocratie socialiste.

C'est dans la pratique révolutionnaire des masses que naît et se développe la démocratie nouvelle et la liberté du peuple.

Notre peuple en lutte n'est pas seulement capable de détruire le vieux monde vermoulu ; il est capable de construire le nouveau.

Chaque coup qu'il frappe au visage des oppresseurs préfigure le pouvoir populaire.

Séquestrer un patron, c'est abattre son autorité, ruiner son prestige; c'est en même temps respirer une bouffée de l'air de la liberté qui régnera dans l'usine quand les ouvriers en seront définitivement les maîtres.

Chaque soulèvement est une image du monde renversé. Saboter la production, casser les cadences, c'est rejeter le système despotique de la production qui enchaîne ceux qui travaillent pour le profit de

ceux qui possèdent ; c'est aussi démontrer la capacité des travailleurs de dominer les outils de travail, de s'en servir aujourd'hui contre les exploiters de demain pour le bien-être du peuple.

La liberté de travailler, d'édifier le monde selon ses besoins, ses aspirations, la liberté de se reposer et de se distraire, la liberté de se cultiver, se heurtent au refus de la bourgeoisie.

Où qu'il se trouve, le pauvre se retrouve toujours face aux interdits des riches. Chaque jour le pauvre vérifie ce que disait l'évêque d'Arras il n'y a pas une semaine :

*« Aucun ouvrier ne possède la garantie de son métier, il peut être mis instantanément à pied sans aucun recours pour n'importe quel motif.*

*Avant d'être embauché il est invité impérieusement à confesser sa vie et à révéler ses convictions et il peut être congédié pour des motifs qui ne regardent que sa conscience.*

*Certains disent aujourd'hui qu'il n'y a pas de classes, d'autres déplorent la lutte des classes.*

*Je constate qu'il y a au moins deux classes : les hommes qui demandent un emploi qu'ils peuvent perdre du jour au lendemain, les hommes qui ont le pouvoir absolu de les congédier ».*

Et l'évêque d'Arras continue:

*« Voilà qui prouve une fois de plus que toutes les juridictions, fussent-elles gouvernementales, sont impuissantes contre le pouvoir de l'argent. ».*

Pour avoir demain le droit de respirer l'air pur, il faut balayer aujourd'hui ceux qui ont le droit de le polluer.

Il faut prendre le droit de se reposer à l'usine. Le droit de vivre du petit commerçant, il ne le gagne que dans la rue, en s'attaquant aux grandes surfaces.

Le droit de s'unir pour le peuple, c'est le droit d'arracher les barrières, de s'insurger.

Chaque jour, notre peuple instaure sa loi contre la vôtre, il se façonne un monde à lui qui, pour vivre et se développer, doit abattre le monde qui l'opprime, le monde de la bourgeoisie.

Car c'est dans le concret et dans la vie que deux mondes s'opposent.

Le monde que crée le peuple en lutte, il le contrôle intégralement de bas en haut, il le crée chaque jour dans la souffrance de la lutte et par la liberté acquise par cette lutte, il le conçoit, il en invente la philosophie.

Deux conceptions du monde se disputent les esprits : la conception égoïste de l'individualisme bourgeois dans laquelle l'homme n'a comme avenir que la mort, et la conception collective du peuple qui crée un homme neuf ayant pour avenir la société sans classe.

Les masses se battent pour la création de ce monde de la liberté et du socialisme ; elles sont étrangères aux angoisses de ceux qui, préoccupés du maintien de l'ordre social actuel, cherchent à effacer ses tares les plus sordides et à colmater ses fissures les plus béantes.

Les mondes qui naissent dans l'imagination des bourgeois apeurés et des révisionnistes corrompus, notre pouvoir les connaît déjà.

La nouvelle société de Chaban ou de Jean-Jacques Servan-Schreiber a déjà son image de marque : les U.S.A.

L'homme de cette nouvelle société, c'est le marine U.S. ou le maître de forges de l'Allemagne de Brandt.

Le peuple français ne veut pas d'un monde d'ordinateurs et de porno-shops, il n'en a que faire ; ce n'est pas non plus la démocratie avancée de Marchais et de Brejnev qui peut mobiliser les masses, cette démocratie là, c'est celle de Prague, elle est vomie par le peuple tchèque et seuls les fusils des nouveaux tsars l'empêche de voler en éclat.

Notre peuple ne fait pas la différence entre les prisons de la bourgeoisie et les établissements psychiatriques pour les révoltés soviétiques.

Pour notre peuple, les bourgeois et les nouveaux bourgeois ne sont que pile et face d'une pièce de monnaie qui n'a plus cours ; les mots de démocratie et de liberté n'ont pas le même sens pour vous et pour nous.

Pour vous, la démocratie c'est le droit d'assister aux sinistres farces électorales où les protagonistes ne reculent devant aucune pantalonnade pour appâter la clientèle.

Pour le prolétariat, la démocratie c'est le droit de s'exprimer à sa manière, le droit de se révolter.

Aujourd'hui vous élisez vos ministres dans l'indifférence de la plupart du peuple.

La moitié des électeurs ne se dérange même plus, mais les soulèvements gagnent sans cesse, depuis Mai, de nouvelles couches populaires.

Votre liberté, c'est dans la rue occupée par les flics.

Votre monde est quadrillé de C.R.S., de mouchards, d'huissiers, de

contremaîtres, de juges et de matons.

Pour le prolétariat, la liberté c'est la rue libérée de Mai, c'est le monde occupé par le peuple.

Vos représentants du peuple, ce sont des sbires appointés pour parler à sa place.

Le prolétariat, lui, reconnaît ses porte-paroles dans ceux qui expriment les aspirations des masses.

Notre peuple se donne de nouvelles armes de combat, de nouveaux représentants, une nouvelle conception du monde ; il vous abandonne les armes truquées, les méthodes éculées.

Ce monde nouveau n'est pas une chimère impossible à réaliser.

Partis de plus loin que nous, d'un monde féodal et colonisé, 750 millions de Chinois prouvent chaque jour davantage qu'il est possible de construire le monde dans l'enthousiasme et la liberté.

Notre peuple, par ses propres traditions de luttes et ses propres expériences, le peuple de la Commune saura réaliser ce programme.

Ce programme populaire, les luttes et les souffrances de notre peuple depuis la Libération jusqu'aux luttes de Mai et d'aujourd'hui permettent d'en tracer les premiers sillons que les prochains soulèvements permettront d'approfondir et d'enrichir.

Les usines que nous voulons, ce sont les usines libérées des patrons et des contremaîtres, les usines où les ouvriers seront les maîtres, où ils organiseront la production à leur manière, où ils pourront libérer leur initiative, mobiliser leur génie créateur pour édifier le monde nouveau.

A ceux qui nous disent : il y aura toujours des patrons, nous disons: a-t-on jamais vu des usines fonctionner sans patrons ?

Oui, après la Libération, les ouvriers ont chassé les patrons collabos ; en Chine, les ouvriers ont chassé les patrons depuis plus de vingt ans, des usines nouvelles sont créées, tous les jours, par les ouvriers.

A ceux qui disent : l'ouvrier n'est capable que de travailler à sa machine, nous répondons : lorsque les ouvriers auront jeté dehors les patrons, les contremaîtres, ils pourront organiser l'ensemble de la production, ils travailleront tour à tour à tous les postes pour connaître l'ensemble du processus de production et le dominer, ils passeront une partie de leur temps pour produire et pour étudier, modifier, améliorer leur machine, inventer de nouveaux produits, une partie de leur temps pour s'instruire, se distraire.

Pour se cultiver, ils pourront aller améliorer leur connaissances dans leurs Universités, confronter leurs expériences avec celles de leurs camarades des autres usines.

Riches de leurs expériences pratiques, libérés de la servitude de la chaîne, des cadences épuisantes, de la morgue des cadres flics, ils n'auront nul besoin de leurs anciens exploiters pour édifier de leurs mains et à leur tête un monde à leur mesure.

Il n'y aura plus de petits chefs, le rythme du travail sera volontaire et la discipline ne reposera que sur l'intérêt collectif, l'atmosphère dans l'usine sera changée, on pourra y boire un coup quand on voudra, il n'y aura plus besoin de bons de sortie, on pourra y chanter et écouter les nouvelles de la radio, on s'y entraidera et on n'aura plus besoin de lutter pour des places.

A l'ancien ingénieur, à l'ancien contremaître, ils donneront la

possibilité de se transformer en travaillant de leurs mains à leur côté et de mettre leurs capacités au service de la collectivité.

Ne nous dites pas : c'est utopique.

En Chine les ouvriers dirigent leurs usines, en créent de nouvelles tous les jours, inventent tous les jours de nouveaux produits, inventent de nouvelles techniques, fabriquent, améliorent leurs propres machines et forment dans leurs rangs des techniciens, des ingénieurs nécessaires à la production.

Mais le domaine de l'ouvrier ne s'arrête pas là ; à l'usine il devra assurer son contrôle et sa direction, implanter sa conception du monde dans tous les domaines de la vie, forger le nouveau monde à son image.

Il entrera en maître dans les Universités, il libérera définitivement l'étudiant de l'autorité des pontes académiques, de la servitude de leur absurde système d'étude en chambre, coupé du peuple, de la vie. Il l'enverra s'instruire en travaillant en usine, dans les champs ; il l'enverra connaître dans la pratique, dans la vie, les problèmes dont traitent ses livres.

Ces nouveaux étudiants n'auront pas pour tâche de se laisser gaver servilement par des connaissances abstraites ; ils auront à réfléchir sur des problèmes nés de la lutte pour la production, pour l'expérimentation scientifique, ils auront pour tâche d'y apporter des solutions concrètes.

L'idéal enseigné ne sera plus de conquérir un diplôme, s'emparer d'un pouvoir pour devenir un privilégié, pour briser le peuple et l'opprimer, mais apprendre, s'instruire pour mieux servir la collectivité, devenir médecin non pour s'enrichir mais pour soulager les souffrances du peuple, devenir ingénieur non pour



commander mais pour mieux contribuer à la production et à la révolution, comme en Chine.

Aujourd'hui les étudiants rallieront la pratique à la théorie, participeront au travail collectif, lutteront et vivront auprès des travailleurs pour mettre leurs connaissances et leur travail au service de tous.

Cette Université où les travailleurs les plus riches d'expériences viendront instruire les nouvelles générations sera un instrument aux mains de la classe ouvrière pour édifier un monde à son image.

Pour édifier un homme nouveau, libéré de l'égoïsme, dévoué à l'intérêt collectif et à l'image des prolétaires, les ouvriers aideront les intellectuels, les artistes, les écrivains qui aiment le peuple et le soutiennent dans sa lutte à perfectionner leur art, à produire des œuvres aimées du peuple.

De nouvelles générations d'artistes et d'écrivains naîtront des rangs des travailleurs qui pourront alors s'instruire et se cultiver.

La nouvelle culture prolétarienne profondément enracinée dans notre peuple, nourrie de ses joies et de ses souffrances comme de ses aspirations, fleurira dans les usines et dans les campagnes.

La solution aux problèmes de la pollution et de l'engorgement des villes ne se trouve pas dans les parkings payants et les interdictions, mais dans la suppression du monde de la finance, du luxe et de la débauche qui étouffent les centres des cités, dans le départ vers les campagnes, vers des nouveaux centres de vie et de travail.

La campagne libère des cumulards qui accaparent la terre, les paysans ruinés pourront mettre leurs efforts matériels en commun

pour transformer la nature, construire avec l'aide des ouvriers, des usines pour produire leur matériel, des écoles et des industries de recherche agronomique, expérimenter de nouvelles cultures, de nouvelles techniques, former des ingénieurs proprement issus de leurs rangs et non de ces imbéciles instruits que décrètent que la campagne doit être transformée en désert ; équiper des équipements collectifs, des crèches, des hôpitaux, des terrains de sport, libérer la femme paysanne des servitudes ménagères, permettre aux paysans de s'instruire, de se cultiver, de prendre des vacances, d'avoir le droit à la retraite, comme en Chine aujourd'hui.

Les campagnes s'urbaniseront, s'industrialiseront, les travailleurs ruraux auront le même droit à la culture, à l'hygiène que les travailleurs des villes, les fossés entre ville et campagne seront peu à peu comblés.

A qui appartiendra ce monde nouveau ?

Qui en seront les maîtres ?

Les pauvres et les opprimés, tous ceux à qui les patrons, les gros, les mandarins refusent aujourd'hui le droit de vivre, tous ceux qui dans votre monde sont condamnés à la misère, à l'humiliation, à la ruine, tous ceux qui unissant leur coup au prolétariat, aux ouvriers, aux étudiants, paysans ruinés, petits commerçants et artisans, employés laissés pour compte, auront tous les droits, toutes les libertés.

Seuls les exploiters, les oppresseurs, n'auront aucun droit, pas même celui d'exister.

L'oisif ira loger ailleurs.

Ce monde nouveau sera celui de l'homme neuf, celui des enfants, les jeunes qui représentent l'avenir, celui des vieillards qui apprendront la haine du monde ancien aux jeunes générations, celui de la femme libérée du rôle de robot sexuel asservi dont le mot d'ordre sera : « Ce que l'homme peut faire, la femme peut le faire ».

Pour cet homme nouveau, le pain et les rosés seront la réalité quotidienne.

Ce monde nouveau et lumineux, notre peuple n'est pas seul à lutter pour le faire naître sur notre planète, la tendance générale est à la révolution, comme l'a dit Mao Tsé toung.

A nos côtés se dresse le grand peuple chinois, le peuple vietnamien et les autres peuples d'Indochine qui rejettent à la mer l'agresseur yankee, le peuple palestinien qui donne au monde de nouvelles leçons d'héroïsme, le peuple afro-américain qui porte le fer au cœur de la métropole impérialiste et tous les peuples du monde.

L'ouvrier de Changai, le black panther, sont nos compagnons de combat pour la liberté, pour le droit de vivre.

Organisons-nous, car c'est l'heure de la relève, construisons le Parti de ceux qui luttent pour vivre et qui vivent pour lutter, le Parti de la résistance.

Le pouvoir est au bout du fusil et quant à vous, Messieurs les Juges, comprenez que nos véritables dirigeants sont les masses.

Si vous voulez juger les dirigeants des maoïstes, il vous faudra aller jusque dans les ateliers, les travailleurs vous y attendent.

Les ouvriers sont nos maîtres.